BACCALAUREAT GENERAL

SESSION 2025

Spécialité Sciences économiques et sociales

DUREE DE L'EPREUVE : 4h - COEFFICIENT : 16/100

L'USAGE DE LA CALCULATRICE EST STRICTEMENT INTERDIT.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 6 pages numérotés de 1 à 6

Le candidat traitera au choix soit la Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'Epreuve composée.

Épreuve terminale

Sciences économiques et sociales

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique approprié à la question et en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

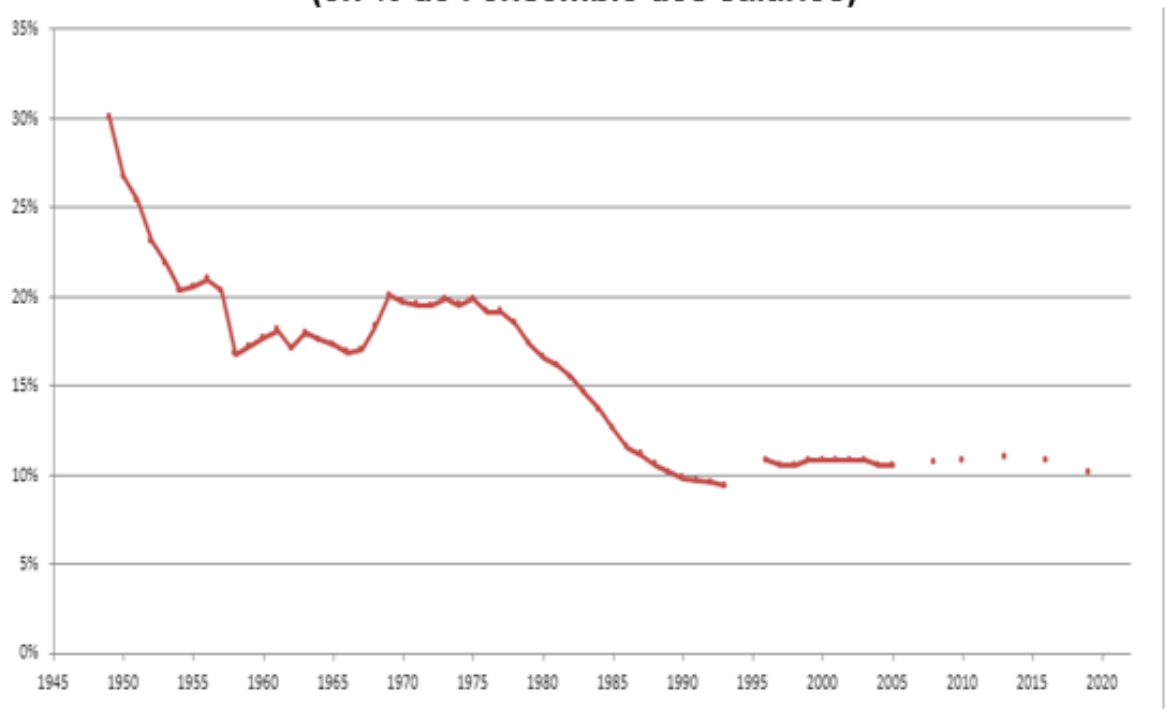
SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Sujet : Comment l'action collective s'est-elle transformée dans les sociétés démocratiques ?

DOCUMENT 1

La syndicalisation des salariés en France depuis 1949 (en % de l'ensemble des salariés)



Champ : ensemble des salariés, France métropolitaine

Source : Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques, 2021.

Note : Certaines années, l'enquête n'a pas été réalisée, ce qui explique le caractère discontinu de la courbe.

DOCUMENT 2

Depuis plus de trois ans, Black Lives Matter[1] s'est constitué comme un vaste mouvement social cherchant à révéler et à démanteler ce que ses militants considèrent être la violence institutionnelle dirigée contre les minorités raciales aux États-Unis. L'acquittement contesté en juillet 2013 du vigile George Zimmerman dans la mort du jeune Africain-Américain[2] Trayvon Martin fut à l'origine de la formule #BlackLivesMatter, d'abord lancée sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter. Bien qu'il ne se limite pas à la question de la « brutalité policière », le mouvement s'est développé et structuré à mesure que grandissait l'indignation provoquée par la révélation de la mort de centaines d'Africains-Américains sans armes tués par la police. […] Le scandale causé par le verdict [d'acquittement de George Zimmerman] et les insinuations posthumes faisant de Martin le responsable de sa propre mort furent si intenses que Barack Obama dut se résoudre à prendre publiquement la parole, affirmant que Martin aurait pu être son fils, ou bien lui-même. Cette condamnation indirecte du verdict ne permit pas d'apaiser celles et ceux qui considéraient que Martin avait été « exécuté » à cause de la suspicion causée par la présence de son corps noir habillé d'un sweat à capuche (hoodie) dans une résidence surveillée. […] À la suite du verdict, de nombreuses organisations de défense des droits civiques furent créées ou mobilisées afin de dénoncer la criminalisation des jeunes Africains- Américains. […] Quant au cri de ralliement « Black Lives Matter», il fut lancé sur internet par trois militantes associatives, Alicia Garza, Patrisse Cullors et Opal Tometi, affirmant : « Our Lives Matter, Black Lives Matter ». Le mouvement gagna en importance à la suite d'autres morts d'Africains-Américains causées par la police.

Source : Audrey CELESTINE, Nicolas MARTIN-BRETEAU, « Un mouvement, pas un moment » : Black Lives Matter et la reconfiguration des luttes minoritaires à l'ère Obama, *Politique américaine*, 2016.

1 : Black Lives Matter : « les vies des noirs comptent », mouvement politique, né en 2013 aux États-Unis au sein de la communauté africaine-américaine, qui milite contre le racisme envers les noirs.

2 : Africain-Américain : catégorie du bureau de recensement des États-Unis désignant les Américains d'ascendance africaine.

DOCUMENT 3

Moyens d'expression jugés les plus efficaces par les citoyens

Selon vous, qu'est-ce qui permet aux citoyens d'exercer le plus d'influence sur les décisions prises en France ? (en %).
Plusieurs réponses possibles.

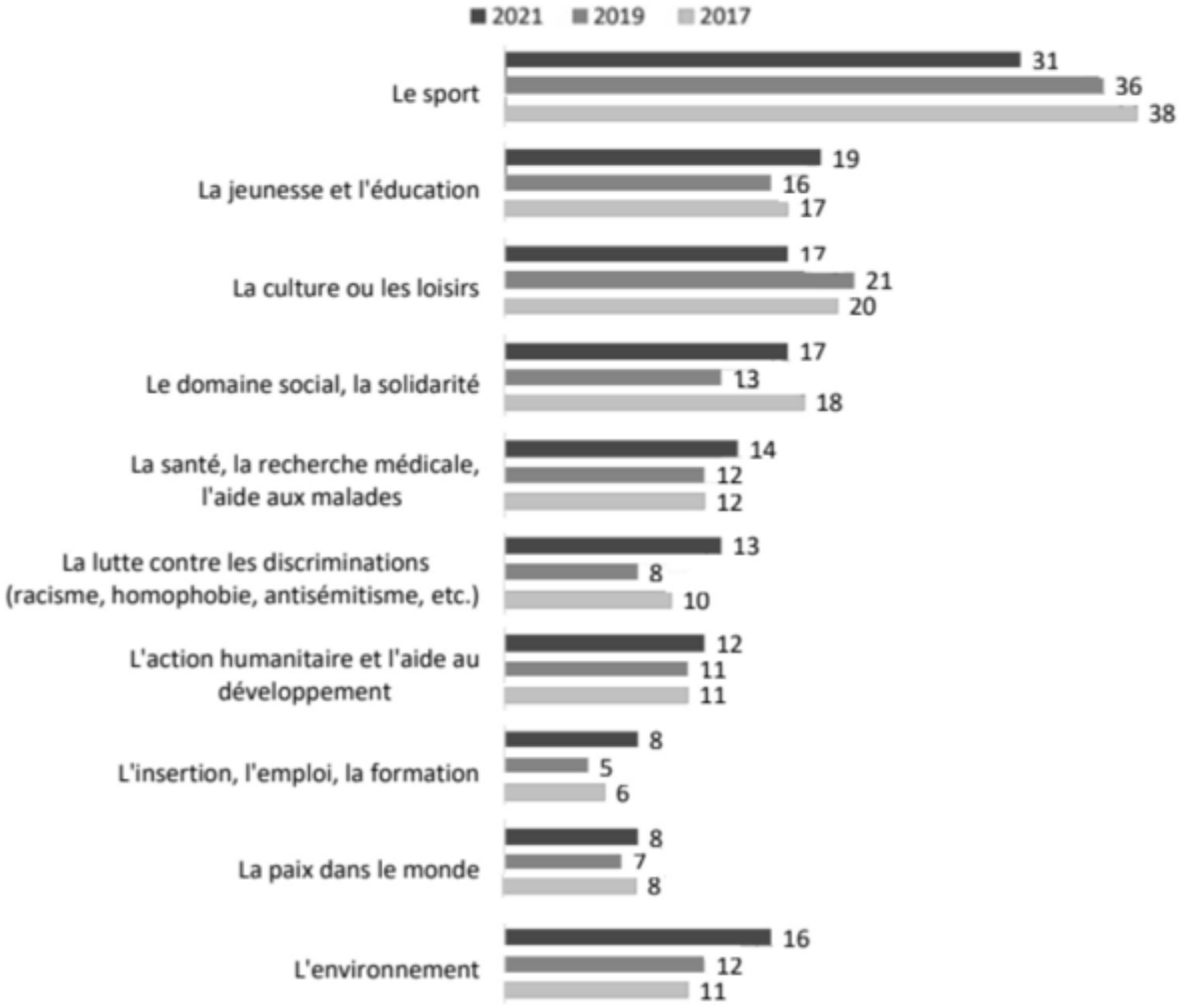
En %	2010	2012	2014	2015	2016	2017	2018
Voter aux élections	67	65	61	58	60	61	55
Manifester dans la rue	23	32	30	31	26	26	42
Boycotter des entreprises ou des produits	35	38	29	41	39	43	37
Faire grève	20	21	22	20	19	21	27
Militer dans un parti politique	11	9	6	8	7	8	8
Discuter sur internet, sur un blog ou un forum	4	7	4	7	6	8	5

Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, janvier 2019.

DOCUMENT 4

Principales causes de l'engagement des jeunes

Dans quels domaines donnez-vous bénévolement de votre temps au sein d'une association ou d'une autre organisation ? (en %)
Plusieurs réponses possibles (sauf pour « autre domaine »)



Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans qui donnent bénévolement de leur temps au sein d'une association ou d'une autre organisation : parti politique, syndicat, etc.

Source : INJEP-CRÉDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2021, 2019 et 2017.

Epreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire :

Il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement et une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Partie 1 : Mobilisation de connaissances *(4 points)*

Comment les avantages comparatifs peuvent-ils expliquer le commerce international ?

Partie 2 : Analyse de document

Taux d'inflation et taux de chômage dans l'UE en 2022 (en %)					
Pays	**Inflation**	**Chômage**	**Pays**	**Inflation**	**Chômage**
Belgique	10,3	5,6	Lituanie	18,9	6
Bulgarie	13	4,3	Luxembourg	8,2	4,6
Tchéquie	14,8	2,2	Hongrie	15,3	3,6
Danemark	8,5	4,5	Malte	6,1	2,9
Allemagne	8,7	3,1	Pays-Bas	11,6	3,5
Estonie	19,4	5,6	Autriche	8,6	4,8
Irlande	8,1	4,5	Pologne	13,2	2,9
Grèce	9,3	12,5	Portugal	8,1	6,2
Espagne	8,3	12,9	Roumanie	12	5,6
France	5,9	7,3	Slovénie	9,3	4
Croatie	10,7	7	Slovaquie	12,1	6,1
Italie	8,7	8,1	Finlande	7,2	6,8
Chypre	8,1	6,8	Suède	8,1	7,5
Lettonie	17,2	6,9	UE	9,2	6,2

Source : Eurostat (2024).

Questions :

1. À l'aide des données du document, comparez les conjonctures de l'Allemagne et de l'Espagne. **(**2 points)

2. À l'aide du document et de vos connaissances, montrez que les pays membres de l'Union européenne n'ont pas tous les mêmes besoins en termes de politique économique. (4 points)

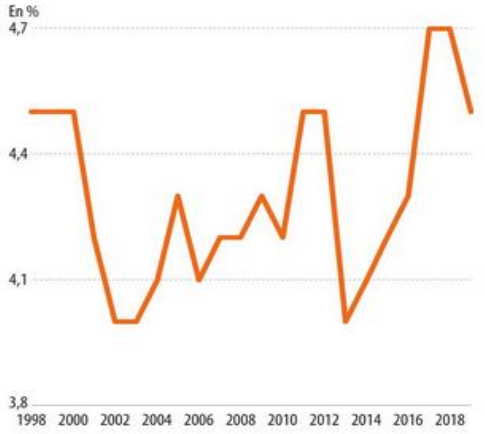
Partie 3 : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire *(10 points)*

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que certaines évolutions de l'emploi peuvent affaiblir le pouvoir intégrateur du travail.

DOCUMENT 1

Taux de pauvreté des travailleurs (en %)

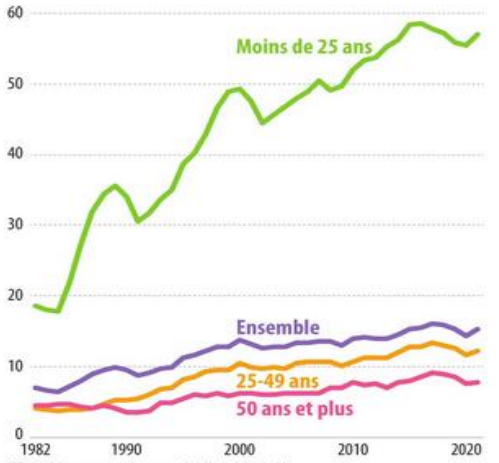
Taux de pauvreté : Seuil de pauvreté de 50 % du niveau de vie médian.



Lecture : en 2019, 4,5 % des personnes qui ont un emploi (salariés et indépendants) vivent sous le seuil de pauvreté, fixé à 50 % du niveau de vie médian.
Source : INSEE © Observatoire des inégalités.

DOCUMENT 2

Évolution de la précarité de l'emploi salarié selon l'âge (en %)



CDD, intérim et apprentis rapportés à l'emploi salarié.
Lecture : en 2021, 56,9 % des salariés de moins de 25 ans ont un contrat précaire.
Source : INSEE © Observatoire des inégalités.

DOCUMENT 3

Après les femmes seules avec enfants, les étudiants et les petits retraités, la pauvreté touche de nouvelles frontières. Parmi les classes moyennes inférieures et travailleurs qui basculent, les entrepreneurs font leur apparition. Des petits patrons lancés à leur compte en utilisant souvent le régime de la micro-entreprise. […]
En effet, malgré la croissance exponentielle du nombre de micro-entreprises, surtout depuis le Covid, leur chiffre d'affaires ne suit pas la même courbe. Aujourd'hui, le revenu moyen des auto-entrepreneurs est de 630 euros, soit à peine au-dessus du seuil de déclenchement du RSA. […] M. Leclercq met en avant deux fragilités liées à l'auto-entreprenariat en France : « Tout d'abord, il faut savoir que les auto-entrepreneurs viennent pour beaucoup de milieux déjà fragiles économiquement. 40 % d'entre eux touchent déjà des minima sociaux au moment de la création de leur entreprise. » […] La faiblesse de la protection sociale, même si elle s'est améliorée, ne joue pas son rôle de filet de sécurité aussi efficacement qu'auprès des salariés par exemple. Rappelons qu'à la base, ce statut n'avait été imaginé que comme transitoire, une étape pour tester son activité avant de s'installer en gérance classique. « Congés payés, chômage… Bref, les accidents de la vie qui peuvent faire basculer, c'est moins protecteur », résume M. Leclercq.

Manessa Terrien, « Auto-entrepreneurs, les nouveaux pauvres », *L'Union*, 2 octobre 2023.

CORRECTION

Sujet dissertation : Comment l'action collective s'est-elle transformée dans les sociétés démocratiques ?

https://www.melchior.fr

Mai 1968 marque le début des transformations de l'action collective. La génération d'après-guerre se révolte contre la société patriarcale et très hiérarchisée du général de Gaulle. Les jeunes veulent plus de liberté, moins de contrainte et sont suivis par une grande partie de la population. L'objet de ces premières revendications n'est donc pas économique. L'action collective qui peut se définir comme l'action concertée d'un groupe en vue d'atteindre un objectif commun, s'est transformée tout au long de la 2ème moitié du 20ème siècle.
En effet, dominait avant la 2ème guerre mondiale, des acteurs traditionnels comme les partis politiques et les syndicats, ils portaient des objets essentiellement économiques avec des modes d'engagement conventionnels (militantisme, vote). Les évolutions de la société, comme la les aspirations à plus de liberté, d'égalité mais aussi le développement de l'individualisme (au sens de Durkheim) sans oublier la hausse des niveaux de vie transforment les conflits sociaux. Alors comment l'action concertée des individus a-t-elle évolué par ses objets, ses acteurs et ses répertoires ?
Nous verrons dans une première partie la transformation des objets puis celle des acteurs et enfin celle des répertoires.

I- Les objets de l'action collective se sont transformés

A- Un affaiblissement des objets liés au conflit du travail

A la fin des années 60, le niveau de vie a augmenté en France grâce aux Trente Glorieuses. Il y a donc moins de place pour les revendications économiques ou liés aux conflits du travail. En effet, une population qui n'a plus pour préoccupation de trouver de quoi manger et s'abriter tous les jours peut alors rechercher à l'accomplissement d'autres besoins (développement personnel, égalité, liberté sexuelle, environnement, lutte contre les discriminations…). Ainsi, les conflits du travail n'occupent plus une place centrale même s'ils n'ont pas pour autant disparu. L'exemple du taux de syndicalisation est révélateur de la perte de vitesse des conflits du travail. En effet, en 2020 sur 100 salariés en France, 10 sont syndiqués contre 30 en 1945 selon la Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques, soit une baisse de 20 points de %.
Les revendications par rapport au travail n'ont pas pour autant disparu, elles se sont transformées. En effet, le nombre de journées de grève a diminué mais les revendications n'ont pas pour autant disparu, elles peuvent passer par des grèves perlées ou des grèves zèles (afin de ralentir le rythme de travail), l'absentéisme ou recours aux prud'hommes pour régler les conflits. En effet, les motifs économiques représentent toujours ¼ des mouvements protestataires en France (gilets jaunes, contre la loi travail, …). Cette proportion est plus faible en Allemagne notamment grâce au rôle essentiel des syndicats dans les entreprises.

B- L'apparition de nouveaux objets de revendication

Les luttes minoritaires ont ainsi augmenté. Ce sont des mouvements sociaux portés par des populations en minorités, c'est-à-dire en position d'infériorité par rapport à l'ensemble de la population. Ces nouveaux mouvements sociaux (Touraine) ont une dimension globale, c'est-à-dire qu'elle ne concerne pas un seul pays mais plusieurs (mouvement altermondialiste par exemple : contre le modèle de mondialisation actuel) et n'ont pas forcément un adversaire bien identifié (ex : mouvement antiraciste ou féministe). Ces revendications sont dites post-matérialistes et sont particulièrement présentes chez les jeunes. Par exemple, le mouvement Black Lives Matter (document 2) qui dénonce les violences et les inégalités présentes dans la société et dirigées vers les minorités raciales. L'action collective s'est donc transformée dans ses objets avec la perte d'influence des conflits du travail et l'apparition de nouveaux objets de revendication.
L'apparition de ces nouveaux objets s'est accompagnée de la perte d'influence de certains acteurs comme les partis politiques et les syndicats. Parallèlement, des acteurs moins institutionnalisés se sont fait une place dans le champ des revendications collectives.

II- Les acteurs de l'action collective se sont transformés

A- La perte d'influence des acteurs traditionnels

Les partis politiques ont moins d'influence dans la mobilisation collective même s'ils continuent de jouer un rôle essentiel. Ils remplissent en effet plusieurs rôles dans les démocraties représentatives et plus spécifiquement dans l'action collective. En effet, ils ont pour rôle de transformer les revendications en propositions politiques : élaboration des programmes, structuration des opinions, animation des débats, soutiens des électeurs dans leur manifestation, porte-parole de groupes défavorisés…Ils encouragent donc, soutiennent la mobilisation collective et se font les portes paroles des revendications. Cependant, les citoyens sont de plus en plus défiants vis-à-vis de ces partis notamment à cause des nombreux scandales qui les ont éclaboussés, de la volonté d'une démocratie plus directe…

Les syndicats subissent la même perte de vitesse que les partis politiques. Ils conservent tout de même un rôle important. Ils défendent les intérêts collectifs, malgré la diminution du nombre d'adhérents, il garde un rôle essentiel pour porter les revendications des travailleurs : ils organisent des journées de grève collective, des manifestations et donnent ainsi plus de poids aux revendications des salariés. Sans les syndicats, la mobilisation collective serait beaucoup moins importante car il faut pouvoir s'appuyer sur une structure organisée pour qu'une manifestation ait plus de chance d'aboutir (moyens matériels, réseau pour rencontrer les personnes qui ont le plus de chance de porter les revendications…). Le fait que les conflits du travail ne soient plus centraux dans les revendications a contribué à leur perte de vitesse.

B- L'émergence de nouveaux acteurs moins institutionnalisés

Les citoyens sont en demande de plus de démocraties directes et à ce titre, les groupements de citoyens répondent à cette demande. Les exemples de mouvements et groupements citoyens sont multiples : les gilets jaunes, Nuit Debout (contre la loi travail), …. Ils ne sont portés par aucune organisation structurée. Leur but est de permettre l'expression des citoyens. Ces mouvements fonctionnent selon les principes de la démocratie directe (pas de chef ni représentants, prise de décision en Assemblée Générale). Ils sont de plus en plus nombreux car il y a une crise de la démocratie des partis et donc de la démocratie représentative. Les partis ont une image assez négative auprès des citoyens à cause des multiples scandales, du manque de proximité avec les citoyens… Ces derniers cherchent donc des moyens pour exprimer directement leur opinion.
Ces nouveaux acteurs ont contribué à l'usage de répertoires différents et moins conventionnels. Les répertoires de l'action collective peuvent être définis comme les modes d'action politique disponibles dans une société à un moment donné de son histoire.

III- Ces nouveaux acteurs ont recours à des répertoires différents

A- Le déclin des formes conventionnelles de répertoire

Les formes classiques comme le vote ou le militantisme sont en déclin. Comme le montre le document 3, sur 100 citoyens interrogés par le CEVIPOF en 2019, 55 considèrent que le vote permet d'exercer le plus d'influence sur les décisions prises en France contre 67 en 2010, soit une baisse de 22 points de pourcentage. Cela est lié à la perte d'influence des partis politiques mais aussi à la mondialisation qui donne moins de leviers d'action aux pouvoirs nationaux pour répondre aux revendications des citoyens. La baisse du militantisme peut être mise en lien avec la montée de l'individualisme. Militer demande beaucoup d'investissement de la part des citoyens et nécessite donc un sens de la chose publique et du collectif. Or l'individu se détache de ses groupes d'appartenance et y compris de l'attachement traditionnel à un parti politique.

B- La montée en puissance de nouvelles formes de répertoire

Le répertoire utilisé depuis les années 1980 est selon Charles Tilly le répertoire transnational solidariste. C'est l'apparition d'une dimension internationale des actions (mouvement altermondialiste, Greenpeace). L'action est plus souvent organisée en réseau plutôt que d'une manière hiérarchique avec l'utilisation des nouvelles technologies, il y a une défiance vis-à-vis de la démocratie représentative avec une exigence de transparence plus forte. La contestation est de plus en plus théorique, la parole de l'export est devenue de plus en plus importante. Les acteurs cherchent aussi les émotions du public et la mobilisation de l'opinion publique avec le recours aux médias. Par exemple, les mouvements des Indignés, les ZAD, occupy wall street sont caractéristiques de l'utilisation de ces répertoires.
Ce changement est lié à la mondialisation de l'économie, il y a donc une volonté d'agir sur la régulation politique à l'échelle de la planète. Le développement des nouvelles technologies a bouleversé et multiplié les modes d'action (pétition en ligne, témoignage, action choc diffusée sur les réseaux). La montée de l'individualisme (rejet des contraintes institutionnelles, de l'appartenance à la communauté, les citoyens sont autonomes dans leur participation, ils sont beaucoup plus volatiles et ne participent que d'une manière ponctuelle et éphémère). C'est donc une implication plus spontanée des individus à la vie publique.

Ainsi, l'action collective s'est transformée depuis la deuxième moitié du 20ème siècle. L'apparition de nouveaux objets sont portés par des acteurs moins institutionnalisés qui utilisent des modes de revendications moins conventionnels. Pourtant, les objets traditionnels n'ont pas disparu même si les acteurs qui avaient l'habitude de les porter perdent petit à petit de l'influence dans la sphère politique. Le répertoire national autonome, pendant longtemps dominant avec la centralisation de l'Etat est considéré par les citoyens et particulièrement par les jeunes comme étant moins efficace. Pourtant, il reste essentiel pour les revendications concernant les conflits du travail. L'action collective s'est donc transformée mais ne s'est pas radicalement modifiée. La question de la défense de l'environnement plus particulièrement pose de nombreuses questions aux acteurs. Comment contribuent-ils à transformer l'action collective pour faire aboutir les revendications liées à la préservation de l'environnement ?

Epreuve composée

Partie 1 : Mobilisation de connaissances *(4 points)*

Comment les avantages comparatifs peuvent-ils expliquer le commerce international ?

L'internationalisation de la production repose sur le modèle théorique des avantages comparatifs développé par D. Ricardo, qui permet de comprendre la spécialisation des pays.
- On parle d'avantages comparatifs (D. Ricardo) pour désigner le fait qu'un pays retire un avantage à se spécialiser dans les secteurs où sa productivité est comparativement la meilleure (production pour laquelle son coût relatif est le plus faible que celui de l'autre pays), et à commercer ensuite pour se procurer les autres produits nécessaires, en échange de sa production nationale.
- Le modèle montre que les pays ont toujours intérêt à se spécialiser, selon leur avantage comparatif (qui peut provenir des dotations factorielles dont il dispose), et à échanger.
Grâce à la spécialisation déterminée selon la théorie des avantages comparatifs, les pays pourront échanger davantage de biens et services ce qui nécessitera d'accroître leur production et, au niveau mondial, la création de richesses mondiale sera plus importante.

Partie 2 : Analyse de document

Questions :

1. À l'aide des données du document, comparez les conjonctures de l'Allemagne et de l'Espagne. **(**2 points)

Le document proposé qui est un graphique qui émane d'Eurostat paru en 2024 nous permet de comparer les conjonctures de l'Allemagne et de l'Espagne.

L'Allemagne et l'Espagne avaient un taux d'inflation similaire en 2022. En effet, le taux d'inflation de l'Allemagne, c'est-à-dire le taux de variation de l'indice des prix à la consommation, était de 8,7 % et celui de l'Espagne de 8,3 %, soit seulement 0,4 points de différence.

En revanche, la situation de l'emploi est divergente entre les deux économies. En effet, seulement 3,1 % de la population active de l'Allemagne étaient sans emploi en 2022 contre 12,9 % pour l'Espagne, soit un taux de chômage environ quatre fois plus élevé qu'en Allemagne.

2. À l'aide du document et de vos connaissances, montrez que les pays membres de l'Union européenne n'ont pas tous les mêmes besoins en termes de politique économique. (4 points)

Les 27 pays membres de l'Union européenne n'ont pas les mêmes besoins de politique économique car leurs conjonctures peuvent être divergentes et leurs indicateurs macroéconomiques ne sont guère harmonisés.

En outre, ces divergences peuvent être accentuées en cas de choc asymétrique, perturbation qui affecte l'offre ou la demande dans un secteur d'activité spécifique dans un seul pays. Par exemple, lors de la crise de la Covid en 2020-2021, les pays européens comme la Grèce, l'Espagne ou la France, dont la croissance dépend beaucoup du tourisme, ont été davantage fragilisés par le confinement et l'arrêt des mobilités pour lutter contre la propagation du virus, que des pays comme l'Allemagne qui dépend moins du tourisme. Ainsi, en 2022, parmi les 27 pays de l'UE, nous pouvons observer des écarts importants de taux d'inflation, allant de 5,9 % pour la France à 19,4 % pour l'Estonie, soit un écart de 1 à 3. La politique monétaire de rigueur menée par la BCE risque d'être trop sévère pour la France si la BCE fixe ses objectifs sur le taux moyen d'inflation établi à 9,2 % et pas suffisante pour juguler l'inflation de l'Estonie. De même, les écarts en matière de taux de chômage étaient conséquents en 2022, de 2,2 % pour la Tchéquie à 12,9 % pour l'Espagne, avec un taux moyen de 6,2 % pour l'ensemble de l'UE. Ici, l'Espagne aurait besoin d'une politique budgétaire de relance mais pas la Tchéquie.

Partie 3 : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire *(10 points)*

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que certaines évolutions de l'emploi peuvent affaiblir le pouvoir intégrateur du travail.

I. Persistance du chômage de longue durée est source d'affaiblissement des liens sociaux (intégration sociale)
- La perte des liens liés au travail : liens liés au collectif au travail (syndicat, activité collective …), statut social, estime de soi, protection sociale (retraite par ex), sociabilité, socialisation secondaire … sentiment d'être "inutile au monde", disqualification (S. Paugam), image de l'assisté.
- La perte de revenu alors que la consommation que permet le revenu peut être assimilée à une norme sociale.
- Plus la durée au chômage est longue, plus l'employabilité recule.

II. La précarisation de l'emploi affaiblit les liens sociaux par le travail.
- Il s'agit de contrats à durée déterminée (CDD), emploi intérimaire (intérim), sous - emploi. Les femmes plus touchées que les hommes, les jeunes plus que les plus âgés.
- Situations intermédiaires entre emploi et chômage, voire entre emploi et inactivité : présence du halo ou sous-emploi (temps partiel subi).
- Précarité économique et sociale = insécurité économique et sociale liée à une intégration faible au travail. L'intégration par le travail est affaiblie. Les emplois de services à la personne se développent et permettent d'éviter le chômage pour les moins qualifiés mais isolant et s'accompagnent de statuts très précaires. L'effectif des travailleurs pauvres s'accroît depuis les années 1990.

III. Le numérique (travailleurs pour les plateformes, télétravail …) fragilise les travailleurs peu qualifiés
- Le développement du télétravail peut affaiblir la sociabilité et la socialisation au travail au cœur de l'intégration sociale. Isolement social.
- Les auto-entrepreneurs liés aux plateformes numériques ne sont pas des salariés même si dans les faits, certains vivent une relation de subordination caractéristique d'une relation salariale. Ils doivent faire face aux frais de l'activité économique (assurance, outil de production notamment) et aux aléas de la production. Ex les chauffeurs UBER dont les revenus sont variables et les coûts supportés sont importants.
- Le numérique favorise une polarisation des qualifications et une augmentation des inégalités qui porte préjudice au lien social des moins qualifiés.